

Art. 3. Dispositions finales

Cette convention collective de travail est d'application à partir du 1^{er} janvier 2022 et est conclue pour une durée indéterminée.

Chacune des parties peut la dénoncer moyennant un préavis de 6 mois, adressé par lettre recommandée au président de la Commission paritaire pour les pharmacies et offices de tarification.

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 7 octobre 2022.

Le Ministre du Travail,
P.-Y. DERMAGNE

SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI,
TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

[2023/200641]

12 FEVRIER 2023. — Arrêté royal modifiant le titre 3
relatif à l'amiante du livre VI du code du bien-être au travail

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail, l'article 4, § 1^{er}, numéroté par la loi du 7 avril 1999 et modifié par les lois des 10 janvier 2007, 28 février 2014 et 20 décembre 2020;

Vu le code du bien-être au travail, livre VI, titre 3;

Vu l'avis n° 229 du Conseil supérieur pour la prévention et la protection au travail donné le 20 décembre 2019;

Vu l'avis n° 72.203/1 du Conseil d'Etat, donné le 7 novembre 2022, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. - A l'article VI.3-4 du code du bien-être au travail, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1^{er} est complété par un alinéa, rédigé comme suit :

« Cet inventaire est actualisé annuellement, ainsi qu'après tout événement ou action entraînant un changement de l'état des matériaux contenant de l'amiante présents, après enlèvement des matériaux contenant de l'amiante et après détection des matériaux contenant de l'amiante qui ne sont pas mentionnés dans l'inventaire. »;

2° le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Préalablement à l'exécution de travaux qui peuvent comprendre des travaux d'enlèvement d'amiante ou de démolition, ou d'autres travaux qui peuvent mener à une exposition à l'amiante, l'employeur-maître d'ouvrage pour ces travaux étend l'inventaire visé au § 1^{er} avec les données concernant la présence d'amiante et de matériaux contenant de l'amiante dans les parties des bâtiments, les machines et les installations qui sont difficilement accessibles et qui, dans des conditions normales, ne peuvent donner lieu à une exposition à l'amiante. Dans ce cas, un matériau intact qui dans des conditions normales n'est pas atteint, peut être endommagé pendant l'échantillonnage. ».

Art. 2. - L'article VI.3-5 du même code est remplacé par ce qui suit :

« Art. VI.3-5. L'établissement, l'actualisation ou l'extension de l'inventaire visé à l'article VI.3-4 se fait sur base d'une inspection visuelle.

Lorsque des échantillons doivent être pris dans le cadre de l'établissement, l'actualisation ou l'extension de cet inventaire, cet échantillonnage est effectué conformément à la procédure décrite à l'annexe VI.3-5.

Un modèle d'inventaire peut être mis à disposition sur le site internet du Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale. ».

Art. 3. - Dans l'article VI.3-6 du même code, l'alinéa 1^{er} est abrogé.

Art. 4. - L'article VI.3-7 du même code, modifié par l'arrêté royal du 14 mai 2019, est remplacé par ce qui suit :

« Art. VI.3-7. Le conseiller en prévention sécurité du travail et le conseiller en prévention-médecin du travail donnent chacun un avis écrit sur l'inventaire et sur son actualisation et son extension.

Art. 3. Slotbepalingen

Deze collectieve arbeidsovereenkomst gaat in vanaf 1 januari 2022 en wordt gesloten voor onbepaalde duur.

Elke partij kan dit akkoord beëindigen met een opzeggingstermijn van 6 maanden, middels de verzending van een aangetekende brief aan de voorzitter van het Paritair Comité voor de apotheken en tarificatiediensten.

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 7 oktober 2022.

De Minister van Werk,
P.-Y. DERMAGNE

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID,
ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

[2023/200641]

12 FEBRUARI 2023. — Koninklijk besluit tot wijziging van titel 3
betreffende asbest van boek VI van de codex over het welzijn op
het werk

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk, artikel 4, § 1, genummerd bij de wet van 7 april 1999 en gewijzigd bij de wetten van 10 januari 2007, 28 februari 2014 en 20 december 2020;

Gelet op de codex over het welzijn op het werk, boek VI, titel 3;

Gelet op het advies nr. 229 van de Hoge Raad voor Preventie en Bescherming op het werk, gegeven op 20 december 2019;

Gelet op het advies nr. 72.203/1 van de Raad van State, gegeven op 7 november 2022, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Werk,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. - In artikel VI.3-4 van de codex over het welzijn op het werk worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° paragraaf 1 wordt aangevuld met een lid, luidende:

"Deze inventaris wordt jaarlijks geactualiseerd, alsook na elke gebeurtenis of actie die aanleiding geeft tot een verandering in de toestand van het aanwezige asbesthoudend materiaal, na verwijdering van asbesthoudend materiaal, en na detectie van asbesthoudend materiaal dat niet in de inventaris is vermeld.";

2° paragraaf 2 wordt vervangen als volgt:

"§ 2. Voor de aanvang van de werkzaamheden, die asbestverwijderingswerken, sloopwerkzaamheden, of andere werkzaamheden die aanleiding kunnen geven tot blootstelling aan asbest kunnen inhouden, breidt de werkgever-opdrachtgever van deze werkzaamheden, de in § 1 bedoelde inventaris uit met gegevens over de aanwezigheid van asbest en asbesthoudend materiaal in de gedeelten van gebouwen, de machines en installaties die moeilijk bereikbaar zijn en die in normale omstandigheden geen aanleiding kunnen geven tot blootstelling aan asbest. In dat geval mag intact materiaal dat in normale omstandigheden niet wordt beroerd, beschadigd worden door monsternemingen.".

Art. 2. - Artikel VI.3-5 van dezelfde codex wordt vervangen als volgt:

"Art. VI.3-5. De opmaak, actualisering of uitbreiding van de inventaris bedoeld in artikel VI.3-4 gebeurt op basis van een visuele inspectie.

Wanneer in het kader van de opmaak, de actualisering of de uitbreiding van deze inventaris monsters moeten worden genomen, wordt deze monsterneming uitgevoerd overeenkomstig de werkwijze zoals beschreven in bijlage VI.3-5.

Een model van inventaris kan op de website van de Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg ter beschikking gesteld worden.".

Art. 3. - In artikel VI.3-6 van dezelfde codex wordt het eerste lid opgeheven.

Art. 4. - Artikel VI.3-7 van dezelfde codex, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 14 mei 2019, wordt vervangen als volgt:

"Art. VI.3-7. De preventieadviseur arbeidsveiligheid en de preventieadviseur-arbeidsarts geven elk een schriftelijk advies over de inventaris en over de actualisering en uitbreiding ervan.

Ces avis, de même que l'inventaire, son actualisation et son extension, sont soumis pour information au Comité. ».

Art. 5. - L'article VI.3-10 du même code est remplacé par ce qui suit :

« Art. VI.3-10. § 1^{er}. L'employeur d'une entreprise extérieure qui vient effectuer chez un employeur, un indépendant ou un particulier des travaux d'entretien ou de réparation, d'enlèvement de matériaux ou de démolition, prend, avant de commencer les travaux, toutes les mesures nécessaires pour identifier les matériaux qu'il soupçonne contenir de l'amiante.

Lorsqu'il effectue ces travaux pour un employeur, il demande à cet employeur les parties de l'inventaire, visé à l'article VI.3-4, qui sont pertinentes afin d'éviter l'exposition à l'amiante des personnes qui exécutent les travaux et des autres personnes qui se trouvent dans la proximité de ces travaux.

Il lui est interdit de commencer les travaux tant que les parties pertinentes de l'inventaire n'ont pas été mises à sa disposition.

Si le moindre doute existe concernant la présence d'amiante dans un matériau ou dans une construction, il applique les dispositions du présent titre.

§ 2. Si, pendant l'exécution des travaux visés au § 1^{er}, la présence de matériaux contenant potentiellement de l'amiante est établie qui n'est pas mentionnée dans l'inventaire, l'employeur de l'entreprise extérieure en avertit immédiatement le maître d'ouvrage.

L'employeur de l'entreprise extérieure arrête les travaux dans toutes les zones où, sur la base de ce constat, la présence de matériaux contenant de l'amiante non inventoriés est possible, ainsi que dans toutes les zones potentiellement contaminées. Ces zones sont clairement indiquées et délimitées conformément aux dispositions relatives à la signalisation de sécurité et de santé au travail du titre 6 du livre III, et des mesures appropriées sont prises pour interdire l'accès aux personnes non autorisées.

Il lui est interdit de reprendre les travaux jusqu'à ce que les matériaux aient été analysés, l'inventaire et le programme de gestion aient été actualisés et le plan de travail, visé aux articles VI.3-43 et VI.3-51, ait été adapté si nécessaire.

S'il existe le moindre doute quant à la présence d'amiante dans ces matériaux, il applique les dispositions du présent titre. ».

Art. 6. - L'article VI.3-18 du même code est complété par un alinéa, rédigé comme suit :

« Le laboratoire établit une stratégie d'échantillonnage préalablement aux travaux. Cette stratégie détermine le nombre minimal d'échantillons à prendre et les conditions de l'échantillonnage. Elle est établie conformément aux dispositions du chapitre 5.2 de la norme NBN EN 689: 2018+AC: 2019. ».

Art. 7. - Dans l'article VI.3-22 du même code, l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« Le Comité est entièrement informé de la stratégie d'échantillonnage, des échantillonnages, des analyses et des résultats. ».

Art. 8. - Dans l'article VI.3-25 du même code, modifié par l'arrêté royal du 14 mai 2019, l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« Le conseiller en prévention-médecin du travail indique, après concertation avec le conseiller en prévention sécurité du travail, et après accord du Comité, les postes de travail où les échantillonnages seront effectués et en détermine la durée, en tenant compte de la stratégie d'échantillonnage établie par le laboratoire. ».

Art. 9. - L'article VI.3-43 du même code est complété par un alinéa, rédigé comme suit :

« Ce plan de travail doit être scrupuleusement suivi. S'il apparaît durant l'exécution des travaux qu'il faut déroger à ce plan pour des raisons techniques ou de sécurité, ceci fait l'objet d'une motivation détaillée dans un complément au plan de travail. ».

Art. 10. - L'article VI.3-51 du même code est complété par un alinéa, rédigé comme suit :

« Ce plan de travail doit être scrupuleusement suivi. S'il apparaît durant l'exécution des travaux qu'il faut déroger à ce plan pour des raisons techniques ou de sécurité, ceci fait l'objet d'une motivation détaillée dans un complément au plan de travail. ».

Deze adviezen, alsmede de inventaris en de actualisering en uitbreiding ervan, worden ter informatie voorgelegd aan het Comité.".

Art. 5. - Artikel VI.3-10 van dezelfde codex wordt vervangen als volgt:

« Art. VI.3-10. § 1. De werkgever van een onderneming van buitenaf die bij een werkgever, een zelfstandige of een particulier onderhoudswerken of herstellingswerken, verwijderingswerken van materialen of sloopwerken komt uitvoeren treft, vooraleer de werken aan te vatten, alle nodige maatregelen om de materialen te identificeren waarvan vermoed wordt dat ze asbest bevatten.

Wanneer hij deze werken voor een werkgever uitvoert vraagt hij aan deze werkgever de delen van de inventaris, bedoeld in artikel VI.3-4, die relevant zijn voor het vermijden van de blootstelling aan asbest van de personen die de werken uitvoeren, en van andere personen die zich in de nabijheid van deze werkzaamheden bevinden.

Het is hem verboden de werkzaamheden aan te vatten, zolang de relevante delen van de inventaris hem niet ter beschikking zijn gesteld.

Indien er ook maar de geringste twijfel bestaat over de aanwezigheid van asbest in een materiaal of constructie, past hij de bepalingen van deze titel toe.

§ 2. Indien tijdens de uitvoering van de werkzaamheden bedoeld in § 1, de aanwezigheid wordt vastgesteld van mogelijk asbesthoudend materiaal dat niet in de inventaris is vermeld, meldt de werkgever van de onderneming van buitenaf dit onmiddellijk aan de opdrachtgever.

De werkgever van de onderneming van buitenaf legt de werkzaamheden stil in alle zones waar, op basis van deze vaststelling, mogelijk niet geïnventariseerd asbesthoudend materiaal kan voorkomen, en in alle mogelijk gecontamineerde zones. Deze zones worden duidelijk aangegeven en afgebakend overeenkomstig de bepalingen inzake de veiligheids- en gezondheidssignalering van titel 6 van boek III, en er worden gepaste maatregelen genomen om de toegang aan niet bevoegde personen te ontzeggen.

Het is hem verboden de werkzaamheden te hervatten tot dit materiaal is geanalyseerd, de inventaris en het beheersprogramma zijn bijgewerkt en, indien nodig, het werkplan, zoals bedoeld in de artikelen VI.3-43 en VI.3-51, is aangepast.

Indien er ook maar de geringste twijfel bestaat over de aanwezigheid van asbest in dit materiaal, past hij de bepalingen van deze titel toe.".

Art. 6. - Artikel VI.3-18 van dezelfde codex wordt aangevuld met een lid, luidende:

"Het laboratorium stelt voorafgaand aan de werken een monsternemingsstrategie op. Deze strategie bepaalt het minimum aantal te nemen monsters en de bemonsteringsvoorwaarden. Ze wordt opgesteld overeenkomstig de bepalingen in hoofdstuk 5.2 van de norm NBN EN 689: 2018+AC: 2019.".

Art. 7. - In artikel VI.3-22 van dezelfde codex wordt het eerste lid vervangen als volgt:

"Het Comité wordt volledig geïnformeerd over de monsternemingsstrategie, de monsternemingen, de analyses en de resultaten.".

Art. 8. - In artikel VI.3-25 van dezelfde codex, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 14 mei 2019, wordt het eerste lid vervangen als volgt:

"De preventieadviseur-arbeidsarts wijst na overleg met de preventieadviseur arbeidsveiligheid, en na akkoord van het Comité, de werkposten aan waar de monsternemingen zullen plaatshebben en bepaalt er de duur van, rekening houdend met de door het laboratorium opgestelde monsternemingsstrategie.".

Art. 9. - Artikel VI.3-43 van dezelfde codex wordt aangevuld met een lid, luidende:

"Dit werkplan wordt nauwgezet gevolgd. Indien tijdens de uitvoering van de werken blijkt dat er, om technische of om veiligheidsredenen, van dit plan moet afgeweken worden, wordt dit omstandig gemotiveerd in een aanvulling bij het werkplan.".

Art. 10. - Artikel VI.3-51 van dezelfde codex wordt aangevuld met een lid, luidende:

"Dit werkplan wordt nauwgezet gevolgd. Indien tijdens de uitvoering van de werken blijkt dat er, om technische of om veiligheidsredenen, van dit plan moet afgeweken worden, wordt dit omstandig gemotiveerd in een aanvulling bij het werkplan.".

Art. 11. - L'article VI.3-61 du même code, dont le texte existant formera le paragraphe 1^{er}, est complété par un paragraphe 2, rédigé comme suit :

« § 2. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, une autre méthode peut être appliquée s'il s'agit de constructions particulières où la mise en place d'une zone hermétique n'est techniquement pas réalisable.

Dans ce cas, l'employeur qui va effectuer les travaux de démolition et d'enlèvement soumet les documents suivants à l'approbation du fonctionnaire dirigeant de CBE ou de son délégué :

1° une motivation qui explique pourquoi il n'est techniquement pas réalisable de mettre en position une zone hermétique;

2° une description de l'autre méthode qu'il appliquera et une motivation qui démontre que cette autre méthode garantit au moins un niveau de protection équivalent;

3° un plan de travail.

Les travaux sont notifiés conformément à l'article VI.3-27 et sont entamés après avoir obtenu l'approbation visée à l'alinéa 2.

Si, en raison de la nature de la construction, il faut faire appel à des collaborateurs disposant de compétences particulières, les données relatives à ces collaborateurs ainsi que la formation pertinente relative à l'exécution des travaux pour lesquels une exposition à l'amiante est possible, que ces personnes ont suivies ou suivront avant le début des travaux, sont également reprises dans le plan de travail. ».

Art. 12. - L'article VI.3-62 du même code est remplacé par ce qui suit :

« Art. VI.3-62. Pendant les travaux, des mesurages de la concentration de fibres d'amiante dans l'air ambiant sont effectués tous les jours, conformément aux dispositions de l'annexe VI.3-4, 1.B, de même que les autres mesurages mentionnés dans cette annexe.

Si les travaux sont effectués chez un employeur, l'employeur-maître d'ouvrage désigne le laboratoire agréé ou les laboratoires agréés pour ces mesurages. Préalablement à cette désignation, l'avis du Comité est demandé. L'employeur qui va effectuer les travaux de démolition et d'enlèvement ne peut pas débiter les travaux, si aucun laboratoire n'a été désigné par l'employeur-maître d'ouvrage. ».

Art. 13. - Dans la disposition du point 3° au point B de l'annexe VI.3-2 du même code, les mots « la méthode de travail est adaptée ou » sont insérés entre le mot « dépassée, » et les mots « une autre technique est appliquée ».

Art. 14. - Au point 1.A de l'annexe VI.3-4 du même code les modifications suivantes sont apportées :

1° le 10° est remplacée par ce qui suit :

« 10° pendant les travaux, l'exposition des enleveurs d'amiante dans la zone est déterminée. De plus, des mesurages de l'amiante dans l'air ambiant sont effectués tous les jours comme stipulé dans le point 1.B; »;

2° le 11° est remplacée par ce qui suit :

« 11° à la fin des travaux, le cloisonnement étanche de la zone de travail est démonté selon la procédure suivante (chaque étape ne peut être entamée qu'après avoir satisfait aux exigences de l'étape précédente).

La procédure est exécutée par une personne compétente désignée par l'employeur.

- Avant de pénétrer dans la zone, la situation de la zone de travail est inspectée par les fenêtres ou via la caméra. Celle-ci doit être propre et sèche, et être équipée d'un éclairage et d'équipements de travail suffisants, pour permettre une inspection approfondie. Aucun déchet d'amiante ne peut plus être présent. Des dérogations sont autorisées en cas de force majeure technique (par exemple en cas de sous-sol humide ou de pièces trop grandes pour être mises en dehors de la zone). Les résultats de cette inspection, de même que les dérogations précitées éventuelles, sont consignées dans le rapport relatif à la procédure de libération.

- Une inspection visuelle est effectuée au sein de la zone. On vérifie s'il est satisfait aux critères suivants :

. l'exécution complète des travaux prévus;

. l'enlèvement complet des matériaux contenant de l'amiante sur le matériel porteur en dessous. Si un enlèvement complet est techniquement impossible (par exemple sur des surfaces poreuses), l'amiante restant peut être fixé avec un fixateur permanent. Cette action doit être mentionnée dans le rapport relatif à la procédure de libération. L'inspection visuelle peut se poursuivre après l'apposition et le séchage du fixateur;

Art. 11. - Artikel VI.3-61 van dezelfde codex, waarvan de bestaande tekst paragraaf 1 zal vormen, wordt aangevuld met een paragraaf 2, luidende:

“§ 2. In afwijking van paragraaf 1, kan een andere methode toegepast worden indien het bijzondere constructies betreft waar de opstelling van een hermetische zone technisch niet haalbaar is.

In dat geval legt de werkgever die de sloop- en verwijderingswerken zal uitvoeren de volgende documenten ter goedkeuring voor aan de leidend ambtenaar TWW of zijn afgevaardigde:

1° de motivering waarom de opstelling van een hermetische zone technisch niet haalbaar is;

2° een beschrijving van de andere methode die hij zal toepassen en een motivering die aantoont dat deze andere methode minstens een equivalent beschermingsniveau garandeert;

3° een werkplan.

De werken worden gemeld overeenkomstig artikel VI.3-27 en vangen aan nadat de in het tweede lid bedoelde goedkeuring werd bekomen.

Indien door de aard van de constructie een beroep moet gedaan worden op medewerkers met bijzondere competenties, worden de gegevens van deze medewerkers en de relevante opleiding met betrekking tot het uitvoeren van werken met mogelijke blootstelling aan asbest die ze gevolgd hebben of voor de aanvang van de werken zullen volgen, eveneens in het werkplan vermeld.”.

Art. 12. - Artikel VI.3-62 van dezelfde codex wordt vervangen als volgt:

“Art. VI.3-62. Tijdens de werken worden dagelijks metingen van de concentratie aan asbestvezels in de omgevingslucht uitgevoerd, volgens de bepalingen van de bijlage VI.3-4, 1.B, alsook de andere metingen vermeld in deze bijlage.

Wanneer de werken uitgevoerd worden bij een werkgever, stelt de werkgever-opdrachtgever het erkende laboratorium of de erkende laboratoria voor deze metingen aan. Voorafgaand aan deze aanstelling wordt advies aan het Comité gevraagd. De werkgever die de sloop- en verwijderingswerken zal uitvoeren kan de werken niet beginnen indien de werkgever-opdrachtgever geen laboratorium heeft aangesteld.”.

Art. 13. - In punt B van bijlage VI.3-2 van dezelfde codex worden in de bepaling onder 3° de woorden “de werkmethode aangepast of” ingevoegd tussen de woorden “wordt” en de woorden “een andere techniek toegepast”.

Art. 14. - In punt 1.A van bijlage VI.3-4 van dezelfde codex worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de bepaling onder 10° wordt vervangen als volgt:

“10° tijdens de werken wordt de blootstelling van de asbestverwijderaars in zone bepaald. Er worden eveneens dagelijks metingen van het asbest in de omgevingslucht uitgevoerd zoals bepaald in het punt 1.B;”;

2° de bepaling onder 11° wordt vervangen als volgt:

“11° bij het einde van de werkzaamheden wordt de luchtdichte afsluiting van de werkzone volgens de onderstaande procedure afgebouwd (elke stap kan slechts genomen worden nadat aan de vereisten van de vorige stap is voldaan).

De procedure wordt uitgevoerd door een door de werkgever aangeduide bevoegde persoon.

- Alvorens de zone te betreden, wordt de toestand van de werkzone door de vensters of via de camera geïnspecteerd. Deze moet schoon en droog zijn, en met voldoende verlichting en arbeidsmiddelen zijn uitgerust, om een grondige inspectie toe te laten. Er mag geen asbestafval meer aanwezig zijn. Afwijkingen zijn toegestaan in geval van technische overmacht (bijvoorbeeld in geval van natte ondergrond of te grote stukken om buiten de zone te brengen). De bevindingen van deze inspectie, alsook de eventuele bovenvermelde afwijkingen, worden in het verslag over de vrijgaveprocedure opgenomen.

- Er wordt een visuele inspectie binnen de zone uitgevoerd. Hierbij wordt nagegaan of aan de volgende criteria is voldaan:

. de volledige uitvoering van de geplande werken;

. de volledige verwijdering van het asbesthoudend materiaal op het onderliggende dragermateriaal. Indien een volledige verwijdering (bijvoorbeeld op poreuze oppervlaktes) technisch onmogelijk is, mag het resterende asbest met een permanent fixatiemiddel worden gefixeerd. Deze actie moet vermeld worden in het verslag over de vrijgaveprocedure. De visuele inspectie kan verdergezet worden na het aanbrengen en drogen van het fixatiemiddel;

. l'absence de débris visibles de matériaux contenant de l'amiante dans les zones et les sas;

Les résultats de l'inspection visuelle dans la zone sont consignés dans le rapport relatif à la procédure de libération.

- S'il n'est pas satisfait aux critères précités, les travaux d'enlèvement ou de nettoyage reprennent.

- S'il est satisfait aux critères précités, la personne compétente désignée par l'employeur, fournit à l'employeur une déclaration écrite confirmant qu'elle a effectué une inspection visuelle et qu'elle a constaté que les conditions précitées étaient remplies. Le laboratoire qui effectue les mesurages, reçoit une copie de cette déclaration.

- Après l'inspection visuelle et préalablement au mesurage de libération, une couche de fixation est apposée uniquement sur la feuille plastique de la couche intérieure du cloisonnement étanche visé au 1°. Cette couche de fixation est également apposée sur des surfaces sur lesquelles se trouve de la poussière qui ne contient pas d'amiante mais qui peut perturber les mesurages. Les surfaces sur lesquelles une couche de fixation a été apposée de même que la quantité utilisée de fixateur sont consignées dans le rapport relatif à la procédure de libération.

- Après le séchage de cette couche, la feuille intérieure du cloisonnement est enlevée.

- Après enlèvement de la feuille intérieure, des mesurages tels que visés au 12° sont effectués, par un travailleur du laboratoire agréé chargé d'effectuer les mesurages.

- Quand il apparaît que la limite supérieure de l'intervalle de confiance du mesurage de la concentration des fibres d'amiante est inférieure à 0,01 fibre par cm³, la partie restante du dispositif de cloisonnement peut être enlevée et l'air dans la zone du travail peut être mis en contact direct avec l'air ambiant. »;

3° dans le 12°, le premier tiret est complété par la phrase suivante :

« Ceci se fait en utilisant une pelle à poussières, un éventail ou un ventilateur, et, pour les espaces supérieurs à 1500 m³, un souffleur de feuilles ou un ventilateur. Ces moyens de perturbation de l'air sont décontaminés après utilisation ou évacués comme déchets contenant de l'amiante; »;

4° dans le 12°, les mots « MDHS 39/4 (Asbestos fibres in air) » sont remplacés par les mots « HSG248: Asbestos: The analysts' guide for sampling, analysis and clearance procedures' (ISBN: 978 0 7176 2875 2) ».

Art. 15. - Dans le point 3 de l'annexe VI.3-4 du même code, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « Le contact visuel ou auditif » sont remplacés par les mots « Le contact visuel avec les lieux où les travaux sont exécutés et le contact auditif »;

2° ce point est complété par les mots : « Le contact visuel est assuré par l'installation de fenêtres dans la clôture hermétique ou par des caméras sur les lieux où les travaux sont effectués. ».

Art. 16. - Dans le titre 3 relatif à l'amiante du livre VI du même code, est ajoutée une annexe VI.3-5 reprise à l'annexe du présent arrêté.

Art. 17. - Le ministre qui a le Travail dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 12 février 2023.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre du Travail,
P.-Y. DERMAGNE

—
Note

(1) Références au *Moniteur belge* :

Loi du 4 août 1996,

Moniteur belge du 18 septembre 1996;

Loi du 7 avril 1999,

Moniteur belge du 20 avril 1999;

Loi du 10 janvier 2007,

Moniteur belge du 6 juin 2007;

. de afwezigheid van zichtbare resten asbesthoudend materiaal in zone en sluisen;

De bevindingen van de visuele inspectie binnen de zone worden in het verslag over de vrijgaveprocedure opgenomen.

- Indien niet aan bovenvermelde criteria is voldaan, worden de verwijderings- of de schoonmaakwerkzaamheden hervat.

- Indien aan bovenvermelde criteria is voldaan, verstrekt de door de werkgever aangeduide bevoegde persoon aan de werkgever een geschreven verklaring waarin hij bevestigt dat een visuele inspectie werd uitgevoerd en dat hij heeft vastgesteld dat aan de voornoemde voorwaarden werd voldaan. Het laboratorium dat de metingen uitvoert, ontvangt een afschrift van deze verklaring.

- Na de visuele inspectie en voorafgaand aan de vrijgavemeting wordt enkel op de folie aan de binnenkant van de luchtdichte afsluiting, bedoeld in 1°, een fixatielaag aangebracht. Deze fixatielaag wordt ook aangebracht op oppervlakken waarop stof aanwezig is dat geen asbest bevat maar dat de metingen kan verstoren. De oppervlaktes waarop een fixatielaag werd aangebracht en de gebruikte hoeveelheid fixatiemiddel worden in het verslag over de vrijgaveprocedure vermeld.

- Na het drogen van deze laag wordt de binnenste laag van de afsluiting verwijderd.

- Na verwijdering van de binnenste laag worden metingen, zoals bedoeld in 12°, uitgevoerd door een werknemer van het erkende laboratorium dat instaat voor het uitvoeren van de metingen.

- Wanneer blijkt dat de bovengrens van het betrouwbaarheidsinterval van de meting van de concentratie van asbestvezels onder 0,01 vezel per cm³ ligt, mag het resterende gedeelte van de afsluiting worden verwijderd en mag de lucht in de werkzone in onmiddellijk contact gebracht worden met de omgevingslucht. »;

3° in de bepaling onder 12° wordt het eerste streepje aangevuld met de volgende zin:

“Dit gebeurt door gebruik te maken van een stoffer, een waaier of een ventilator, en voor ruimtes groter dan 1500 m³ een bladblazer of ventilator. Deze luchtverstoringsmiddelen worden na gebruik gedecontamineerd of afgevoerd als asbesthoudend afval;”;

4° in de bepaling onder 12° worden de woorden “MDHS 39/4 (Asbestos fibres in air)” vervangen door de woorden « HSG248: Asbestos: The analysts' guide for sampling, analysis and clearance procedures' (ISBN: 978 0 7176 2875 2). »

Art. 15. - In punt 3 van bijlage VI.3-4 van dezelfde codex worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden “Visueel of auditief contact” worden vervangen door de woorden “Visueel contact met de plaatsen waar de werken worden uitgevoerd en auditief contact”;

2° dit punt wordt aangevuld met de woorden: “Visueel contact wordt gewaarborgd door het installeren van kijkvensters in de hermetische afsluiting of van camera's op de plaatsen waar de werken worden uitgevoerd.”.

Art. 16. - In titel 3 betreffende asbest van boek VI van dezelfde codex wordt een bijlage VI.3-5 ingevoegd die als bijlage is gevoegd bij dit besluit.

Art. 17. - De minister bevoegd voor Werk is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 12 februari 2023.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Werk,
P.-Y. DERMAGNE

—
Nota

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad*:

Wet van 4 augustus 1996,

Belgisch Staatsblad van 18 september 1996;

Wet van 7 april 1999,

Belgisch Staatsblad van 20 april 1999;

Wet van 10 januari 2007,

Belgisch Staatsblad van 6 juni 2007;

Loi du 28 février 2014,
Moniteur belge du 28 avril 2014;
 Loi du 20 décembre 2020,
Moniteur belge du 30 décembre 2020
 Code du bien-être au travail,
Moniteur belge du 2 juin 2017.
 Arrêté royal du 14 mai 2019,
Moniteur belge du 11 juin 2019

'Annexe

« ANNEXE VI.3-5

Procédure à appliquer lors de l'établissement de l'inventaire visé à l'article VI.3-5, alinéa 1^{er}

L'inventorisation de l'amiante peut donner lieu à une exposition à de l'amiante : par conséquent, les dispositions du livre VI, titre 3 du code du bien-être au travail s'appliquent aux travaux d'inventorisation de l'amiante.

La personne chargée de l'inventaire dispose de l'équipement requis pour prendre des échantillons représentatifs, éviter une contamination croisée entre échantillons, ne pas contaminer l'environnement et se protéger elle-même :

- . masque complet/ filtre P3 à adduction d'air (lors d'un examen en confinement)
- . demi-masque filtre P3 (lors d'un examen destructif et de prélèvements)
- . lunettes de sécurité
- . chaussures de sécurité/bottes de sécurité
- . casque de sécurité
- . salopette jetable
- . gants jetables et gants de travail
- . bouchons d'oreille
- . appareil de mesure de l'oxygène (en cas d'examen dans un vide sanitaire)
- . trousse de premiers soins
- . caméra
- . lampe de poche
- . aspirateur avec un filtre absolu
- . ruban adhésif / bande amiante
- . colle en spray
- . duct-tape
- . échelle / escabeau
- . set d'outils composé de : pince à bec, pince universelle, pince multiprise, couteau à lame rétractable, tournevis (cruciforme, plat), pied-de-biche, marteau (arrache clou), burins (pierre, bois), marteau perforateur/perce-bouchon, foreuse à accu, endoscope
- . Sachets pour les échantillons et marqueur pour apposer le codage
- . Mètre à ruban, d'autres méthodes de mesure des distances sont autorisées
- . miroir d'angle
- . lingettes adhésives (pour le nettoyage des outils)
- . autocollants avec le logo amiante
- . peinture en bombe pour le marquage
- . sachet pour les déchets portant l'étiquetage « amiante » notamment pour les équipements souillés

La liste ci-dessus n'est pas limitative. Un équipement complémentaire peut s'avérer nécessaire si la technique d'échantillonnage le requiert ou si l'analyse des risques le fait apparaître.

Le prélèvement de matériaux soupçonnés de contenir de l'amiante se fait selon les directives scientifiques les plus récentes et les plus appropriées qui assurent un résultat précis et qui garantissent un haut niveau de protection pour la personne chargée de l'inventaire et l'environnement.

Les personnes qui appliquent les indications reprises dans le guide 'HSG248: Asbestos: The analysts' guide for sampling, analysis and clearance procedures' (ISBN: 978 0 7176 2875 2), sont présumées répondre à la disposition de l'alinéa 4. »

Wet van 28 februari 2014,
Belgisch Staatsblad van 28 april 2014;
 Wet van 20 december 2020,
Belgisch Staatsblad van 30 december 2020
 Codex over het welzijn op het werk,
Belgisch Staatsblad van 2 juni 2017.
 Koninklijk besluit van 14 mei 2019
Belgisch Staatsblad van 11 juni 2019

'Bijlage

"BIJLAGE VI.3-5

Bij het opmaken van de inventaris toe te passen werkwijze bedoeld in artikel VI.3-5, eerste lid'

Asbestinventarisering kan aanleiding geven tot blootstelling aan asbest: bijgevolg dienen de bepalingen van boek VI, titel 3 van de codex over het welzijn op het werk toegepast te worden bij asbestinventariseringswerkzaamheden.

De inventariseerder heeft de vereiste uitrusting ter beschikking om representatieve monsters te nemen, kruisbesmetting tussen monsters te voorkomen, de omgeving niet contamineren en zichzelf te beschermen :

- . Volgelaatsmasker / P3 filter met aanblaasunit (bij onderzoek in containment)
- . Halfgelaatsmasker P3 filter (bij destructief onderzoek en monsternames)
- . Veiligheidsbril
- . Veiligheidsschoenen / veiligheidslaarzen
- . Veiligheidshelm
- . Wegwerpoverall
- . Wegwerphandschoenen en werkhandschoenen
- . Oordoppen
- . Zuurstofmeter (bij onderzoek in kruipruimten)
- . EHBO-trommel
- . Camera
- . Zaklamp
- . Stofzuiger met absoluutfilter
- . Afzetband / asbestlint
- . Spuitlijm
- . Duct-tape
- . Ladder / trapje
- . Gereedschapset, bestaande uit: punttang, combinatietang, waterpomptang, Stanley mes, schroevendraaiers (kruis, plat), koevoet/breekijzer, (klauw)hamer, beitels (steen, hout), holle boor/kurkenboor, accuboormachine, endoscoop
- . Monsterzakjes en stift voor het aanbrengen van codering
- . Rolbandmaat; andere methoden van afstandmeting zijn toegestaan
- . Hoekspiegeltje
- . Kleefdoekjes (t.b.v. schoonmaak gereedschap)
- . Stickers met asbestlogo
- . Verfspuitbus voor markering
- . Afvalzak met asbestopdruk ten behoeve van onder meer vervuilde uitrusting

Bovenstaande lijst is niet limitatief. Bijkomende uitrusting kan noodzakelijk blijken indien de monsternemingstechniek dat vereist of indien de risicoanalyse dat aangeeft.

De monsterneming van asbestverdachte materialen gebeurt volgens de meest recente en geschikte wetenschappelijke richtlijnen die een accuraat resultaat waarborgen en die een hoge bescherming van de inventariseerder en de omgeving waarborgen.

De personen die de aanwijzingen in de leidraad 'HSG248: Asbestos: The analysts' guide for sampling, analysis and clearance procedures' (ISBN: 978 0 7176 2875 2) toepassen, worden vermoed te beantwoorden aan de bepaling van het vierde lid.

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 12 février 2023 modifiant le titre 3 relatif à l'amiante du livre VI du Code du bien-être au travail.

PHILIPPE

Par le Roi :
Le Ministre du Travail,
P.-Y. DERMAGNE

Gezien om gevoegd te worden bij Ons besluit van 12 februari 2023 tot wijziging van titel 3 betreffende asbest van boek VI van de codex over het welzijn op het werk.

FILIP

Van Koningswege :
De Minister van Werk,
P.-Y. DERMAGNE

SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI,
TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

[2023/200758]

17 FEVRIER 2023. — Arrêté royal fixant les conditions dans lesquelles le manque de travail résultant de causes économiques suspend l'exécution du contrat de travail d'ouvrier pour les entreprises ressortissant à la Sous-commission paritaire de l'industrie du béton (SCP 106.02) (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, l'article 51, § 1^{er}, remplacé par la loi du 30 décembre 2001 et modifié par les lois des 4 juillet 2011 et 15 janvier 2018;

Vu l'avis de la Sous-commission paritaire de l'industrie du béton, donné le 17 novembre 2022;

Vu l'avis 72.883/1 du Conseil d'État, donné le 31 janvier 2023, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le présent arrêté s'applique aux employeurs et aux ouvriers des entreprises ressortissant à la Sous-commission paritaire de l'industrie du béton.

Art. 2. En cas de manque de travail résultant de causes économiques, l'exécution du contrat de travail d'ouvrier peut être totalement suspendue moyennant une notification par affichage dans les locaux de l'entreprise, à un endroit apparent, au moins sept jours à l'avance, le jour de l'affichage non compris.

L'affichage peut être remplacé par une notification écrite à chaque ouvrier mis en chômage, au moins sept jours à l'avance, le jour de la notification non compris.

Art. 3. La durée de la suspension totale de l'exécution du contrat de travail d'ouvrier pour manque de travail résultant de causes économiques ne peut dépasser quatre mois. Lorsque la suspension totale de l'exécution du contrat a atteint la durée maximale prévue, l'employeur doit rétablir le régime de travail à temps plein pendant une semaine complète de travail, avant qu'une nouvelle suspension totale ne puisse prendre cours.

Art. 4. La dérogation prévue à l'article 3 n'est pas possible pour les ouvriers qui ont connu 200 jours effectifs ou plus de chômage temporaire dans l'entreprise au cours de l'année civile précédente.

Art. 5. L'entreprise qui fait usage de la dérogation prévue à l'article 3 a l'obligation d'informer le Président de la Sous-commission paritaire de l'industrie du béton (SCP 106.02) si le chômage temporaire effectif moyen dans l'entreprise a dépassé 50 % du temps de travail total au cours de l'année civile précédente. La notification doit être faite dans les 30 jours suivant le début du chômage temporaire.

Art. 6. En application de l'article 51, § 1^{er}, alinéa 5, de la loi du 3 juillet 1978 sur les contrats de travail, la notification visée à l'article 2 mentionne la date à laquelle la suspension totale de l'exécution du contrat prend cours, la date à laquelle cette suspension prend fin ainsi que les dates auxquelles les ouvriers sont mis en chômage.

Art. 7. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2023 et cesse d'être en vigueur le 31 décembre 2023.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID,
ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

[2023/200758]

17 FEBRUARI 2023. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de voorwaarden waaronder het gebrek aan werk wegens economische oorzaken de uitvoering van de arbeidsovereenkomst voor werklieden schorst voor de ondernemingen die onder het Paritair Subcomité voor de betonindustrie ressorteren (PSC 106.02) (1)

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, artikel 51, § 1, vervangen bij de wet van 30 december 2001 en gewijzigd bij de wetten van 4 juli 2011 en 15 januari 2018;

Gelet op het advies van het Paritair Subcomité voor de betonindustrie, gegeven op 17 november 2022;

Gelet op advies 72.883/1 van de Raad van State, gegeven op 31 januari 2023, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Werk,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Dit besluit is van toepassing op de werkgevers en op de werklieden van de ondernemingen die onder het Paritair Subcomité voor de betonindustrie ressorteren.

Art. 2. Bij gebrek aan werk wegens economische oorzaken, mag de uitvoering van de arbeidsovereenkomst voor werklieden volledig worden geschorst, mits ervan kennis wordt gegeven door aanplakking op een goed zichtbare plaats in de lokalen van de onderneming, ten minste zeven dagen vooraf, de dag van de aanplakking niet inbegrepen.

De aanplakking kan worden vervangen door een geschreven kennisgeving aan iedere werkloos gestelde werkmán, ten minste zeven dagen vooraf, de dag van de kennisgeving niet inbegrepen.

Art. 3. De duur van de volledige schorsing van de uitvoering van de arbeidsovereenkomst voor werklieden bij gebrek aan werk wegens economische oorzaken mag vier maanden niet overschrijden. Wanneer de volledige schorsing van de uitvoering van de overeenkomst de voorziene maximumduur heeft bereikt, moet de werkgever gedurende een volledige arbeidsweek de regeling van volledige arbeid opnieuw invoeren, alvorens een nieuwe volledige schorsing kan ingaan.

Art. 4. De afwijking bepaald in artikel 3 is niet mogelijk voor werklieden die in de loop van het voorgaande kalenderjaar 200 of meer effectieve dagen tijdelijke werkloosheid hebben gekend in de onderneming.

Art. 5. De onderneming die gebruik maakt van de afwijking bepaald in artikel 3 heeft een meldingsplicht ten aanzien van de Voorzitter van het Paritair Subcomité voor de betonindustrie (PSC 106.02) indien de gemiddelde effectieve tijdelijke werkloosheid in de onderneming meer dan 50 % van de totale arbeidstijd bedroeg in het voorgaande kalenderjaar. De melding gebeurt binnen 30 dagen na aanvang van de tijdelijke werkloosheid.

Art. 6. Met toepassing van artikel 51, § 1, vijfde lid, van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, vermeldt de in artikel 2 bedoelde kennisgeving de datum waarop de volledige schorsing van de uitvoering van de overeenkomst ingaat, de datum waarop deze schorsing een einde neemt, alsook de data waarop de werklieden werkloos worden gesteld.

Art. 7. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2023 en treedt buiten werking op 31 december 2023.